

■ Arrêté du maire n°SGA-AR-2024-013  
Délégation de signature à Madame Gwladys GOULAY  
Agent communal- Hôtel de Ville - Administration Générale

**Le Maire de Creil**

■ **Visas :**

- Vu les lois n°82-213 du 3 mars 1982 et n°82-623 du 22 juillet 1982 modifiées relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-19, L2122-20 et L2122-30, R2122-10, R2122-8,
- Vu le procès-verbal de l'élection du maire en date du 3 juillet 2020,
- Vu la délibération du conseil municipal n°2 en date du 6 février 2023 portant délégation de compétences au maire, de subdéléguer ces compétences,

■ **Considérant :**

La nécessité dans le cadre de l'organisation municipale, de donner délégation à Madame Gwladys GOULAY affectée au service de l'administration générale, dans les domaines mentionnés dans l'article 1.

Que la personne susnommée exerce les fonctions d'officier d'état civil délégué.

■ **Arrête :**

**Article 1 :** Sous notre surveillance et notre responsabilité, délégations sont données à Madame Gwladys GOULAY, affectées au service de l'administration générale pour :

- La réception des déclarations de naissance, de décès, transcription de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant de plus de treize ans à son changement de nom, du consentement d'un enfant majeur à la modification de son nom en cas de changement de filiation, les déclarations de changement de nom aux fins de mise en concordance du nom retenu à l'état civil français avec le nom inscrit à l'état civil étranger, les déclarations de changement de prénom, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres de l'état civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux déclarations ci-dessus.
- La délivrance de toutes copies, extraits, quelle que soit la nature des actes.
- Les déclarations de perte de CNI et de passeport lors du renouvellement de ces derniers.
- La réalisation de l'audition commune ou des entretiens séparés, préalables au mariage ou à sa transcription.
- La réalisation des auditions éventuelles des auteurs des reconnaissances de paternité et de maternité.
- Les attestations de recensement militaire.
- Les tableaux militaires.
- Les notices individuelles et avis d'inscription en matière de recensement militaire.
- Les autorisations funéraires.
- Les fermetures de cercueil
- Les autorisations de travaux des concessions funéraires
- Les actes de concessions aux cimetières et leurs courriers d'accompagnement, les courriers de rappel au règlement des cimetières.
- Les titres provisoires de recettes pour concessions funéraires
- Les documents relatifs aux reprises de concessions en état d'abandon.
- Les courriers relatifs aux élections.
- Les courriers relatifs aux tirages au sort du jury d'assises.
- Les courriers relatifs aux concessions cimetières et aux titres provisoires de recettes cimetières.
- Les courriers d'opposition à mariage et la mention d'opposition.
- L'état récapitulatif du recensement de la population.
- La certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet.
- La légalisation des signatures et la certification exécutoire des pièces dans les conditions prévues à l'article L2122-30 du code général des collectivités territoriales.
- Les attestations de résidence ou de domicile.
- Les déclarations de changement de prénoms.
- Les déclarations de changement de noms.
- Les déclarations, modifications et les dissolutions de PACS.
- La rectification matérielle des actes d'état-civil.
- Les courriers à destination du Procureur de la République, des notaires et des avocats.

S'LO

**Article 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de

**Article 3 :** Ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'intéressée, transmise à monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Senlis et à monsieur le Procureur de la République du Tribunal judiciaire de Senlis.

**Article 4 :** le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens sis – 14 rue Lemerchier – 80011 Amiens cedex 01 dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle il est devenu exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application telerecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Notifié le : 2 février 2024  
Signature de l'intéressée



Jean-Claude VILLEMMAIN



**02 FEV. 2024**

Date de notification :

Date de transmission au représentant de l'Etat (pour les actes mentionnés à l'article L2131-2 du CGCT) :

Date de publication sous forme électronique sur le site de la Ville :

**02 FEV. 2024**

**02 FEV. 2024**

2/2